



Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer

Les recensions de l'Académie d'octobre 2019¹

Les migrants, acteurs des changements politiques en Afrique ? / sous la direction de Lisa Chauvet, Flore Gubert, Thibaut Jaulin,...

Éd. Deboeck, 2018

Cote : 62.416

On connaît mal la capacité des migrants à insuffler des changements politiques dans leur pays d'origine. Pourtant, le sujet est d'importance. Alors que les projections démographiques africaines laissent entrevoir une intensification des mouvements migratoires, la question de la capacité des migrants à influencer sur la politique de leur pays d'origine se pose avec acuité.

Ce livre collectif apporte un éclairage nouveau et complet, étayé par une douzaine d'études de cas mobilisant à la fois des approches qualitatives, fondées sur l'étude ethnographique des pratiques ou des parcours politiques des migrants, et des enquêtes quantitatives originales menées par les auteurs. Le livre est né de l'initiative de trois chercheuses du laboratoire DIAL (Développement, Institutions et mondialisation, UMR IRD-Université Paris Dauphine), Lisa Chauvet, Flore Gubert et Sandrine Mesplé-Somps, et il est coédité avec Thibault Jaulin, maître de conférences à Sciences-Po Paris. Forgé il y a une vingtaine d'années par Peggy Levitt, le concept de « transferts sociaux » (*social remittances*) célèbre la propension des migrants à importer des idées, des pratiques, des représentations et le capital social de leur pays d'accueil vers leur pays racinaire. En effet, vivre, travailler, interagir avec les institutions d'un autre pays, nouer des relations, parler politique pendant plusieurs années, voire des décennies, au sein d'une société hiérarchisée amène à interroger les principes qui sous-tendent les hiérarchies sociales de sa communauté d'origine, voire à prendre ses distances avec ses pratiques politiques. Une première règle semble s'imposer : « Plus les migrants sont au contact de la société d'accueil et exposés à sa culture, ses valeurs ou ses normes, plus ils sont susceptibles de les adopter et de les transmettre à leur pays d'origine » (Lisa Chauvet, p. 11).

Les activités politiques électorales des migrants sont étudiées dans la première partie du livre à travers l'analyse des mobilisations d'émigrés égyptiens, camerounais, gabonais, congolais, maliens, sénégalais et tunisiens en Europe. Une deuxième règle est identifiée : si certaines diasporas ont obtenu le droit de vote depuis l'étranger, les analyses montrent que les élections à distance mobilisent avant tout des migrants dont la situation dans le pays de résidence est stable et qui conservent des liens forts avec leur pays d'origine. Le vote migrant peut inquiéter. Parfois tout est mis en œuvre, comme dans le cas du Cameroun, par le gouvernement, au travers



¹ Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/). Basé(e) sur une oeuvre à www.academieoutremer.fr.



Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer

de procédures restrictives pour exclure du vote la partie protestataire de la diaspora et éviter de la sorte un vote sanction. Les migrants ayant la double nationalité tendent à cumuler leur implication politique à la fois dans le pays d'accueil et dans leur pays d'origine. Pour autant, bien que les préférences électorales soient souvent différentes de celles des résidents, la faiblesse des effectifs des migrants votants ne leur permet pas d'être des acteurs pivots de d'alternance politiques nationale qu'ils pourraient souhaiter.

L'influence politique que les migrants exercent sur leur communauté d'origine en diffusant des idées et en adoptant des comportements politiques acquis en migration et qu'ils contribuent à faire voyager de leur pays d'accueil vers leur pays d'origine, est examinée, à travers les exemples du Mali, du Mozambique, du Cap-Vert, du Sénégal, du Maroc, de la Tunisie et de l'Égypte, autant de pays caractérisés par une forte tradition migratoire. La recherche montre que l'expérience en migration peut amplifier la propagation des idées nouvelles et contribuer à faire « bouger les lignes », notamment lorsque cette expérience de fait dans un pays démocratique, contribue à modifier les préférences politiques des migrants.

Une autre observation est symptomatique du rôle politique de l'émigration : nombre de leaders africains ont passé une partie de leur vie à l'étranger. L'étude de Marion Mercier prend appui sur une base de données originale qui documente le parcours migratoire de près de 200 leaders africains ayant été à la tête du pouvoir exécutif d'un pays entre 1960 et 2004. Ces données montrent d'abord l'importance du phénomène migratoire parmi eux. Environ 70% ont migré avant leur accès au pouvoir. La figure emblématique est celle de Kwame Nkrumah, le père du panafricanisme, qui écrivit aux États-Unis en 1945 la brochure *Vers la libération nationale*, avant de rentrer au Ghana pour réclamer le *selfgouvernement now !*, de prôner la désobéissance civile contre l'occupant anglais, et de faire du Ghana en 1957 le premier pays subsaharien sorti du joug colonial. Une nouvelle règle : la corrélation est positive entre le fait que les dirigeants aient séjourné à l'étranger et le processus de démocratisation, surtout quand le pays d'accueil leur assure un minimum de droits civils et sociaux.

Les migrants sont donc des « passeurs » de normes, d'idées et de valeurs. Mais, il ne faut pas tomber dans une vision idéalisée de l'impact de l'émigration sur la qualité de la gouvernance dans leur pays d'origine. Et il se peut aussi que des groupes de migrants soutiennent des actes de sédition à l'encontre de leur pays d'origine, comme ce fut le cas avec la diaspora somalienne dont le système de *Hawilad* a pu financer certaines fractions armées contre le régime de Siad Barre. Mais, ce même pays, la Somalie offre aussi une autre image avec l'importance des programmes financés par la diaspora en matière d'éducation et de santé. Elle aide à construire une nouvelle génération d'Universités, y compris dans les régions pauvres comme le Somaliland ou les émigrés ont contribué à construire l'Université d'Hargeisa, puis celles de Burao et Amoud, ainsi que l'université de technologie de Gollis. Il existe partout en Afrique de nombreux cas où les migrants ont contribué à jouer un rôle pacificateur en œuvrant pour le rétablissement d'un État de droit, pour la réconciliation nationale, pour la tenue d'élections libres et multipartites, y compris dans des régimes politiques marqués par leurs routines autoritaires (cas du Cameroun étudié par Moïse Tchingangong Yanou). A cela s'ajoute le travail de sensibilisation et de lobbying qu'effectuent certaines organisations diasporiques, à travers la



Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer

tenue de réunions, de concerts, d'expositions ou de manifestations, pour dénoncer les injustices sévissant dans leur pays d'origine et sensibiliser l'opinion publique des pays d'accueil.

Pierre Jacquemot